Zeitschrift: Protar

Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

Band: 2 (1935-1936)

Heft: 3

Artikel: Ziviler Luftschutz in aller Welt

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-362438

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Ce n'est donc que dans les cas de grande détresse qu'on peut avoir recours au service de défense aérienne, car les civils doivent pouvoir se secourir eux-mêmes...

Ces considérations valent ce qu'elles valent. Leur importance réside dans le fait qu'elles reflètent très exactement les vues des milieux dirigeants.

Les deux dispositifs de protection réclament, cela va sans dire, une organisation parfaite du service d'alerte, de fin d'alerte et d'observation, en relation, directement ou indirectement, avec le service militaire de repérage et de signalisation d'avions.

Dans les deux cas, le territoire doit être couvert d'une véritable forêt de postes d'observation disposant d'appareils d'écoute sensibles. Et dès que l'un des postes-frontière a reconnu un avion, il communique tout de suite téléphoniquement à une centrale des indications sur la direction et la vitesse de l'appareil. Cette centrale met en éveil les autres postes et prévient les services de défense aérienne des villes qui se trouvent dans la direction de marche de l'avion. On estime notamment que quelques minutes après qu'un avion ennemi aurait franchi la frontière, Berlin, par exemple, serait averti et appliquerait déjà la consigne d'alarme.

Il serait sans doute prématuré d'apprécier la valeur pratique de ces dispositifs généraux de protection des non-combattants contre les risques de l'aérochimie, basés sur les moyens techniques de défense passive. Il y aurait même quelque imprudence à vouloir en tirer des conclusions trop absolues. Il n'est pas encore possible d'en discerner toute la signification, ni d'en prévoir toutes les conséquences. Mais s'il demeure possible de dire aujourd'hui qu'ils constituent des mesures exceptionnelles pour garantir les territoires nationaux contre le pire, il convient seulement d'ajouter que leur réalisation dépendra d'éléments matériels et moraux très différents.

L'efficacité du mécanisme de dispersion des civils sera fonction de la minutie du plan d'évacuation, de la fermeté du service d'ordre autant que du caractère de décision du chef qui assumera la responsabilité de son exécution.

Car il importe de ne pas faire trop de fond sur la discipline de la masse non-combattante, à moins qu'une longue et patiente éducation civique ou qu'une évolution des événements ait pu éveiller en elle — dès le temps de paix — le sens de l'obéissance absolue, individuelle et collective.

Cette discipline sera surtout celle des foules, sur un passage clouté ou au départ d'un train, dans une gare, un jour de fête nationale.

La défense sur place, c'est avant tout une question de volonté, de communauté de pensée, de discipline morale et sociale; elle exigera un esprit d'équipe particulièrement développé, une âme collective qu'un régime politique d'autorité, mieux qu'un régime d'opinion, saura créer ou imposer à la masse de la population passive.

Néanmoins ces deux ordres d'exigences civiques, de souplesse ou de rigidité, et qui semblent au premier abord difficiles à concilier, ne s'excluent, en fait, pas entièrement. Il n'y a pas forcément incompatibilité.

De tout cela, de toutes ces organisations de défense de l'individu et de la civilisation même, se dégagent des sentiments d'inquiétude, qu'il demeure impossible de dissimuler.

Ce malaise dont souffrent les nations, c'est la leçon incidente d'événements internationaux qui ont créé un état de choses très périlleux, dont les possibilités meurtrières retiennent notre attention anxieuse, plus sûrement que les causes.

Nous voulons encore en souligner à cette place toutes les graves conséquences et exprimer toute l'angoisse de ceux qui jusqu'au bout veulent encore espérer que rien ne sera négligé pour que le droit soit plus fort que les forces de destruction.

Dans un remarquable article publié dans le numéro du 1er juillet 1935 de l'*Esprit international* sur le danger aérien dans l'éventualité d'un prochain conflit, le général Duval écrivait:

...Les résultats à atteindre, en réalité, sont d'ordre moral, plutôt que militaire. C'est donc dans le domaine moral que doivent être recherchés ces résultats. On ne peut pas empêcher que la guerre soit cruelle. Ce qu'il faut empêcher, c'est que ses cruautés atteignent les populations non-combattantes, c'est que se poursuive le massacre d'hommes, de femmes et d'enfants assistants, passifs et sans défense, à des événements qui déjà, sans qu'ils y aient aucune responsabilité, les exposent à la misère, à la maladie et à la mort. Il y a là un abus de la force révoltant pour tout être civilisé...

Mais cette citation, qui d'abord réconforte, ne peut en définitive qu'ajouter à notre inquiétude.

Prof. *L. D.*

Ziviler Luftschutz in aller Welt

(Korr.) Jede neue Waffe schafft Gegenwaffen oder zwingt zum mindesten dazu, Vorrichtungen und Massnahmen zu ersinnen, die geeignet sind, die Wirkungsmöglichkeiten dieser Waffe weitestgehend zu beschränken. So nimmt es nicht wunder, dass auch die fortschreitende Entwicklung des Bombenflugwesens die Völker auf der ganzen Welt dazu anregt, Schutzmassnahmen dagegen zu treffen, den «Luftschutz». Wenn auch bei allen Staaten mit uneingeschränkter Wehrmacht — bis herab zu den kleinsten — der Hauptwert auf den aktiven (militärischen) Luftschutz durch Jagdflugzeuge und Bodenabwehr mit Flugabwehrkanonen gelegt wird, so schenkt man doch in allen

Ländern auch dem passiven (zivilen) Luftschutz die ihm unbedingt zukommende Beachtung. Verfolgt man die diesbezüglichen Bestrebungen im Ausland, so kann man die interessante Feststellung machen, dass die Organisation und die allgemeinen Massnahmen des passiven Luftschutzes in allen Ländern in ihren Grundzügen die gleichen sind. Die Unterschiede bestehen eigentlich nur in der mehr oder weniger engen Verknüpfung der zivilen Luftschutzorganisationen mit den staatlichen Behörden und darin, dass man in den verschiedenen Ländern entsprechend den jeweiligen besonderen Verhältnissen und den persönlichen Ansichten der massgebenden Leute der einen oder andern Massnahme eine grössere oder mindere Bedeutung beimisst. Der Hauptzweck des aktiven Luftschutzes ist es, feindliche Bombenflugzeuge an der Erreichung eines bestimmten Zieles möglichst überhaupt zu hindern. Die Luftabwehr wird aber nicht immer in der Lage sein, diese Aufgabe restlos zu erfüllen, und es wird häufig der Fall eintreten, dass der Durchbruch der feindlichen Bombengeschwader trotz Gegenwehr gelingt. In diesem Fall muss dann sofort der passive Luftschutz in Tätigkeit treten, dem nun folgende Aufgaben erwachsen:

a) Schutz der lebenswichtigen industriellen und öffentlichen Anlagen;
b) Schutz der Zivilbevölkerung;
c) Verhinderung der Ausdehnung bereits durch Bombentreffer angerichteter Schäden, Eindämmung und möglichst Aufhebung ihrer Wirkung.

Deshalb ist die Schulung mit die hervorragendste Aufgabe des passiven Luftschutzes. Heranbildung möglichst vieler als Lehrkräfte geeigneter Persönlichkeiten findet sich im Programm der Luftschutzmassnahmen aller Länder.

Werden alle diese Massnahmen richtig durchgeführt, so kann die Wirkung feindlicher Bombenangriffe auf ein Minimum reduziert werden.

Nun zu den einzelnen Einrichtungen der verschiedenen Länder:

Frankreich. Obwohl Frankreich eine moderne und starke Luftwaffe besitzt, findet dort der passive Luftschutz ganz besondere Beachtung. In enger Zusammenarbeit mit den Militärbehörden erhalten leitende Persönlichkeiten Sonderausbildung, um ihrerseits wieder Lehrer der gesamten Bevölkerung sein zu können. Leiter dieser Sonderkurse ist der Luft- und Gasschutz-Offizier des betreffenden Armeekorps. Ausgebildet werden, unterschieden nach Berufsgruppen, Angehörige der Feuerwehr, der Polizei, Zivilpersonen mit technischen Kenntnissen, Eisenbahn-, Post- und Fabrikpersonal, Aerzte, Apotheker, Sanitäter, Lehrerinnen, Kranken- und Fürsorgeschwestern. Ausbildungsthemen sind: Entwicklung des chemischen Krieges, Allgemeines über Gasschutz, Sammelschutz (Unterstände und Entgiftung), Einzelschutz (Gasmasken, erste Hilfeleistung, Verhaltungsmassregeln), Lagerung und Pflege der Schutzgeräte. Die Schulung der Bevölkerung erfolgt nach dem gleichen Plan. In jedem Departement soll jährlich mindestens eine praktische Alarmübung stattfinden.

Unter dem Protektorat des Nationalverbandes der Reserveoffiziere und unterstützt von den Helferinnen des Heimatdienstes und der Rotkreuzvereine wird jetzt eine starke Werbung bei den Frauen entfaltet. Die Ausbildung besteht in einem Kurs von vier Unterrichtsstunden und drei praktischen Uebungen. In einem Jahr wurden schon über 14'000 Frauen ausgebildet.

Belgien. Alle Luftschutzmassnahmen werden hier in enger Anlehnung an die französischen Erfahrungen getroffen. Beobachtungsstellen und mit Horchapparaten ausgerüstete Posten sind über das ganze Land verteilt, Vernebelungsgeräte einsatzbereit. Besondere Beachtung findet der Schutz der Eisenbahn- und sonstigen Verkehrsanlagen. Bei Lüttich fand eine grosse Luftschutzübung im Beisein des Genieinspektors, des Landesverteidigungsministers und mehrerer französischer Offiziere aus dem Stab des Marschalls Pétain statt. Nachts herrschte völlige Verkehrssperre. 115 Gemeinden wurden verdunkelt. Dabei ergab sich, dass Metallvorräte der Metallindustrie sehr gut sichtbare Rückstrahlungen erzeugen, weshalb die gelagerten Metalle nunmehr mit besondern Schutzschilden abgedeckt werden.

England. England fühlt sich ganz besonders durch Luftangriffe bedroht, und man kann behaupten, dass in den letzten Jahren fast alle wichtigen militärischen Uebungen sich mit dem Problem des Luftschutzes befasst haben. Die letztjährigen Manöver haben ergeben, dass der aktive Luftschutz ungenügend war. Es ist deshalb verständlich, dass England um den Aufbau des passiven Luftschutzes umso mehr bemüht ist. Die Organisation greift über ganz Grossbritannien. 1933 wurden über 20'000 Zivilpersonen für den Flugmeldedienst ausgebildet, die monatlich eine praktische Uebung bei Tag und bei Nacht mitzumachen haben. Ausserdem wurden für die übrigen Aufgaben des passiven Luftschutzes im vergangenen Jahr 24'000 Freiwillige unterrichtet. Diese sollen als «Luftmiliz» künftig an den Herbstmanövern teilnehmen. Für alle Rotkreuz- und Krankenhausschwestern finden Gaskurse statt.

Italien. Hier wird sehr eifrig für den passiven Luftschutz geworben. Auch allen Fragen der Ausgestaltung und Organisation schenkt man in Italien grosse Beachtung. Es erging vor kurzer Zeit eine Verfügung der Regierung, wonach in Zukunft alle unterirdischen öffentlichen Verkehrswege, wie Strassenbahn-, Eisenbahn- und Untergrundbahntunnels, so tief angelegt werden müssen, dass sie Bombenangriffen gewachsen sind. Zahlreiche Notein- und -ausgänge, luftdicht schliessende Gasschleusen, Notbeleuchtung, Lüftungsanlagen usw.

sind einzubauen. In Italien ist man der Ansicht, dass im Kriegsfall das flache Land und kleinere Orte, sofern sie nicht nahe am Operationsgebiet liegen, weniger gefährdet sind, und man organisiert deshalb eine Abschiebung eines Teils der Bevölkerung der Grosstädte. Zu diesem Zweck wird listenmässig festgelegt, wer unbedingt in der Stadt bleiben muss, wer mit eigenen Mitteln die Stadt im Ernstfall verlassen kann, und wer mit öffentlichen Mitteln weggeschafft werden muss. Auch bei der Gestaltung des zukünftigen Städtebaues muss Rücksicht auf eventuelle Bombenangriffe genommen werden. Weite Entfernung zwischen den einzelnen Häusern; kräftige Dächer und Kuppeln aus Eisenbeton werden als gute Sicherungsmassnahmen betrachtet.

Luftschutzübungen bei Mailand haben ergeben, dass eine Verdunkelung mit gewöhnlichen Vorhängen ungenügend ist. Am besten bewährte sich lichtdeckendes, blaues Papier.

Polen. In allen grösseren Orten wurden Luftschutzschulen gegründet, die bereits über mehr als 6000 Lehrer verfügen und durch die über 50'000 Personen ausgebildet wurden. Fast in jedem Dorf befindet sich eine Ortsgruppe der LOPP (Polnische Luft- und Gasschutz-Liga), einer staatlich geförderten, zivilen Organisation, die einen Mindestbeitrag von monatlich 50 Groschen verlangt. Ueber 40 Millionen Zloty konnten schon für Luftschutzmassnahmen ausgegeben werden.

Tschechoslowakei. Hier ist die Organisation des passiven Luftschutzes die «Obrana», die eng mit der Feuerwehr, dem Roten Kreuz und den Jugendverbänden zusammen arbeitet. Im Präsidium sitzen die mit dem Luftschutz betrauten Behörden. Bis jetzt umfasst die «Obrana» über 50 Ortsgruppen. Uebungen in Prag ergaben, dass moderne Betonbauten und vor allem die in Prag unterirdisch angelegten Kinos den besten Schutz gegen Bombenangriffe abgeben. Auch die aus dem Mittelalter stammenden Gebäude mit ihren starken Kellern sind sicher. In Prag werden der Ausbau von Fliegerdeckungen und sonstige Luftschutzmassnahmen als Notstandsarbeiten ausgeführt.

Rumänien. Organisations-Ausschüsse wurden unter der Leitung und Beratung des Heeresministeriums gebildet.

Holland hat seine Organisationen in enger Anlehnung an diejenige Frankreichs aufgebaut. Auch in seinen Kolonien baut es einen passiven Luftschutz auf.

Russland. Hier ist der Gedanke des passiven Luftschutzes schon weit in die Bevölkerung gedrungen. Träger der Bewegung ist die Organisation «Osoaviachim», deren allgemeines Ziel es ist, die gesamte Bevölkerung in die Wehrkraft des Landes einzureihen. Die Zahl der Mitglieder betrug schon Ende 1932 über 12 Millionen, davon 25 Prozent Frauen. In Gaskursen wurden 3 Millionen Menschen, davon 1,3 Millionen Frauen, ausgebildet. 6000 Angestellte und Hunderttausende von ehrenamtlichen Mitarbeitern stehen dieser Organisation zur Verfügung, die vom Staat keine finanzielle Unterstützung erfährt, sondern ihre Mittel aus Beiträgen ihrer Mitglieder (20 Kopeken bis 10 Rubel) schöpft. Ausserdem findet jedes Jahr eine Lotterie statt, die 1933 ein Spielkapital von 70 Millionen Rubel aufweisen konnte. Neben den üblichen Massnahmen schenkt man auch in Russland der städtebaulichen Entwicklung besondere Beachtung. Auch der Anlage von Ballon- und Drachensperren vor besonders wichtigen und gefährdeten Betrieben widmet man grosses Interesse.

Japan. In Tokio fanden wieder umfassende Luftschutzübungen statt, wobei Angriffe aus allen Richtungen zugrunde gelegt wurden. Besonderer Wert wurde auf die Sicherung des Eisenbahnverkehrs gelegt. Alle Reisenden erhielten Rundschreiben und wurden aufgefordert, sofort nach Erhalt der Alarmmeldung die lichtdichten Vorhänge herunterzuziehen. Alle Bahnangestellten wurden im Beobachtungsdienst eingesetzt. Der Alarm erfolgte gleichzeitig durch Sirenen, Dampfpfeifen, Feuerglocken und Funkzeichen. Bei Tagesangriffen wurde Vernebelung angewandt. Nachts wurde die Verdunkelung vollkommen durchgeführt. Sämtliche Lichter, auch die des kaiserlichen Palastes waren gelöscht. Die Bevölkerung wurde zu aktiven Arbeiten, wie markierten Aufräumungsarbeiten, zur Entgiftung usw., herangezogen und war dabei mit Gasmasken ausgerüstet. Das Uebungsgebiet hatte einen Durchmesser von 250 km, mit Tokio als Zentrum. An der Durchführung der aktiven Abwehr waren 30 Jagdflugzeuge, 32 Flugabwehrkanonen und 22 Scheinwerfer beteiligt. 2000 Offiziere waren zur Leitung der aktiven und passiven Bodenorganisation eingesetzt. Die Angriffe fanden zu allen möglichen Tageszeiten statt. Diese Uebung dürfte die bisher grosszügigste Luftschutzübung der Welt gewesen sein und erforderte einen Kostenaufwand von über 6 Millionen Franken. Die für den Ausbau des Luftschutzes in Japan benötigten Beträge werden teils durch freiwillige Spenden, teils durch einen Abzug von 1 Prozent von den Gehältern aller Beamten aufgebracht.

Vereinigte Staaten. Trotz der ausserordentlich günstigen Lage und der bis ins kleinste mit den besten technischen Mitteln ausgerüsteten aktiven Luftabwehr widmet man auch in den Vereinigten Staaten dem passiven Luftschutz Beachtung. Organisation und Massnahmen entsprechen den bei den europäischen Staaten getroffenen Einrichtungen.